

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Metz, le 18/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VANDEMOORTELE

ZA Le Haut Montigné
35370 Torcé

Références : D3 i 2026-127
Code AIOT : 0005701471

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement VANDEMOORTELE implanté 1 rue des Macecliers 51689 Reims. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale menée en Grand Est en 2026 sur la détection gaz.

L'inspection s'est concentrée sur les deux salles des machines contenant les systèmes frigorifiques à l'ammoniac : la Salle des Machines 1 (SDM1) mise en service en 2016 et la Salle des Machines 2 (SDM2) mise en service en 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE

- 1 rue des Macecliers 51689 Reims
- Code AIOT : 0005701471
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le société VANDEMOORTELE est spécialisée dans le domaine de la pâtisserie industrielle.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Visite annuelle	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Equipements importants pour la sécurité (EIPS)	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Détection gaz	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Sans objet
6	Mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7	Sans objet
7	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que globalement les contrôles réglementaires ESP et ICPE sont réalisés, à l'exception de la visite annuelle de SDM1 de 2025. Cependant, cette inspection a mis en évidence de nombreuses non conformités à la fois organisationnelles, techniques et documentaires.

Sur l'aspect documentaire, il a été constaté des listes des EIPS (Eléments Importants Pour la Sécurité) et des ESP (Equipements Sous Pression) incomplètes, non tenus à jour ou inexistantes (exemple : liste des EIPS de SDM2).

Sur les aspects organisationnel et technique, l'Inspection relève que de nombreuses non

conformités ont été relevées lors des visites annuelles de 2024 et 2025, et lors des vérifications des EIPS. Ces constats questionnent sur le fonctionnement de l'installation dans des conditions garantissant sa sécurité. Le détail est précisé dans les constats ci-dessous mais on peut citer des détecteurs NH3 hors service, une ventilation non fonctionnelle, des arrêts d'urgence dont le fonctionnement n'est pas garanti, etc.

L'exploitant n'a pas mis en place de plan d'action visant à rétablir le fonctionnement de ces installations.

Dans ces conditions, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation dans un délai court.

Par ailleurs, au vu de la situation (fluide toxique, environnement du site, installations dont le fonctionnement des organes de sécurité n'est pas garanti, absence de plan d'action visant à rétablir la situation, ...), l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de faire application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 et de prescrire, par un arrêté préfectoral complémentaire, la réalisation de contrôle de l'installation et du fonctionnement de l'ensemble des EIPS (arrêts d'urgence, vannes de sectionnement,) par une société tierce aux frais de l'exploitant. Le fonctionnement de SDM1 et/ou 2 pourra être conditionné aux résultats du contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Visite annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Réfrigération à l'ammoniac
Prescription contrôlée : Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
Constats : Par mail, l'exploitant a fourni les comptes rendus de visite annuelle du 12 décembre 2024 pour SDM1 et du 21 mars 2025 pour SDM2. L'Inspection note que : - SDM1 n'a pas fait l'objet de visite annuelle en 2025 ; - les deux rapports établis par une société tierce font mention de nombreux écarts notamment sur la mise à jour de documents et plans, sur le report d'alarme, l'absence de contrôle périodique pour certains EIPS,... pour SDM1, et des écarts notamment sur l'absence de porte coupe feu, la mise à jour des documents et plans, l'absence de procédure d'exploitation, le repérage des tuyauteries, le report d'alarme, l'absence de liste des EIPS, le nombre de détecteurs NH3 non conforme à l'étude, etc. pour SDM2. L'exploitant n'a pas fourni de plan d'actions pour lever l'ensemble des écarts relevés. L'Inspection constate par ailleurs que des écarts semblent toujours persistants (cf. autres points de contrôle) notamment sur l'entretien des EIPS et l'absence de liste pour SDM2.

En conséquence, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de réaliser des visites annuelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de procéder, sous 3 mois à : - la réalisation de la visite annuelle de ses installations ; - la réalisation d'un plan d'action visant à lever l'ensemble des points notés "NC" et "EC" dans les précédents rapports dans des délais restreints et adaptés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Equipements importants pour la sécurité (EIPS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Réfrigération à l'ammoniac
Prescription contrôlée : Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation. L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme. Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test, de leur efficacité. Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans. Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements. Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des Équipements Importants pour la Sécurité (EIPS) pour SDM1

comprenant : des détecteurs NH3, des pressostats, des soupapes, des extracteurs, des vannes, des arrêts d'urgence, des clapets coupe feu, des éclairages d'urgence, des centrales de détection, un pHmètre,...

Le compte rendu de vérification des EIPS de 2025 fait apparaître de nombreuses non conformités :

- des détecteurs NH3 sont hors-service, des asservissements sont non conformes et des écarts de calibrage sont mentionnés ;
- le pHmètre est obsolète et non fonctionnel ;
- l'extracteur principal est hors service et le moteur démonté ; le rapport mentionne également le mauvais état visuel du ventilateur ;
- le fonctionnement non satisfaisant des chaînes de sécurité pour plusieurs arrêts d'urgence.

Par ailleurs, de nombreux tests ne sont pas effectués pour ne pas mettre l'installation à l'arrêt (test de sécurité niveau haut, test des vannes de sectionnement, test des arrêts d'urgence, test de l'éclairage d'urgence), ce qui pose des questions sur le fonctionnement effectif de ces EIPS.

De plus, l'exploitant ne dispose pas de liste des EIPS pour SDM2.

L'exploitant ne dispose pas non plus :

- de consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des EIPS ;
- des procédures de contrôles et de maintenance des EIPS ; il n'a pas pu fournir celle des arrêts d'urgence et des extracteurs d'air.

Au vu des nombreuses non conformités importantes relevées par les rapports de vérifications des EIPS et de la visite annuelle, l'Inspection a demandé à l'exploitant un plan d'action. Celui ci a transmis un mail interne qui ne répond pas à l'ensemble des non conformités et dans lequel aucun délai ni aucune action ne sont clairement identifiés.

En conséquence, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant, sous trois mois :

- d'établir la liste des EIPS pour SDM2 ;
- de mettre en place des procédures sur la maintenance des EIPS décrivant les opérations à réaliser afin de garantir le bon fonctionnement des installations et leur maintien dans le temps ;
- de mettre en place des procédures sur la conduite à tenir en cas d'indisponibilité des équipements.

Il est également attendu que l'exploitant remette en état de fonctionnement l'ensemble des EIPS et de l'installation. A cet effet, l'exploitant transmettra sous 1 mois, un plan d'action à l'Inspection.

En attendant la remise en fonctionnement des EIPS, l'exploitant mettra en place des moyens compensatoires et rendra compte à l'Inspection tous les 15 jours de la mise en place des mesures et de l'avancée des actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Réfrigération à l'ammoniac
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ; - le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>[...]</p> <p>Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les seuils des détecteurs sont fixés à 500 et 1000 ppm.</p> <p>La liste des capteurs est établi dans les rapports de maintenance, l'Inspection a notamment consulté le rapport n°20251001AP01 du 01/10/2025 concernant SDM1. Ce rapport précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les essais n'ont pas été réalisés sur les capteurs « SORTIE T6 », « ENTREE T7 » ; le rapport mentionne "essais réels non réalisés à la demande du client" ; - le non fonctionnement des capteurs « ST VANNES T6 », « ST VANNES T7 ». <p>L'Inspection note que ces constats sont identiques sur le rapport n°20250227AO01 du 27/02/2025 et le rapport n°20240729QJ01 du 29/07/2024 (à l'exception du tarage pour le détecteur « ENTREE T7 » en 2024).</p> <p>Pour SDM2, l'Inspection a consulté le rapport d'intervention n°1-AR009011 du 10/04/2025 qui n'appelle pas d'observation.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter de plan d'entretien de ces détecteurs ni de plan d'implantation</p>

de ces derniers.

Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas des notices de ces détecteurs, il n'est donc pas possible de statuer sur la pertinence du choix et de l'implantation des détecteurs ni sur la suffisance des opérations de contrôles.

Lors de la visite terrain, l'Inspection a demandé à l'exploitant de procéder à des mesures de NH3 dans les SDM1 et SDM2 à l'aide d'un détecteur mobile. L'Inspection note que ces détecteurs ont affichés des valeurs de 104 ppm pour SDM1 et entre 50 et 72 ppm pour SDM2, tandis que les détecteurs au mur de SDM2 indiquaient 0 ppm. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'écart.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste des incidents et les comptes-rendus associés. L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu d'incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique. L'Inspection note que la dernière recharge date de 2023 pour une quantité de 270 kg (cf. Data cooling Reims 2025-extrait SDM).

En conséquence, il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3 mois :

- de présenter un plan d'implantation des détecteurs et justifier du choix des détecteurs ;
- de mettre en place un plan d'entretien de ces détecteurs en adéquation avec les caractéristiques et l'usage de ceux-ci ;
- de résorber les écarts des rapports de contrôles des détecteurs de SDM1.

Il est attendu que l'exploitant justifie, sous 15 jours, de l'écart observé entre les détecteurs portatifs et les détecteurs muraux de SDM2 lors de la visite terrain.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la

prochaine requalification périodique.L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite la liste du 4 septembre 2025 issu du document ESP-TY-AP qui liste les équipements de SDM1 et du système CO2 Enex Machine à glace. Cette liste ne comprenait pas les équipements de SDM2 et n'était pas à jour, les dates de la prochaine Inspection Périodique (IP) et de la Requalification Périodique (RP) étant dépassés.</p> <p>Par mail du 13 février 2026, l'exploitant a envoyé deux documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Liste ESP SDM1 » : L'Inspection note que la liste n'a toujours pas été mise à jour avec les dates d'IP et de RP dépassées. - « Liste ESP SDM2 » : L'Inspection note que cette liste ne comprend pas les informations sur les prochaines IP et RP ni le régime de surveillance.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu sous 15 jours que l'exploitant remette à l'Inspection une liste des ESP à jour contenant l'ensemble des ESP ainsi que l'ensemble des informations prescrites.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Plan d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles.</p> <p>[...]</p> <p>IV. - Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>VII. Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I.</p>

de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.

Constats :

L'Inspection a consulté le plan d'inspection (PI) de SDM1 (ref 218N17020991 PI01) dont l'attestation d'approbation n'a pas pu être présentée par l'exploitant. Par mail du 13 février 2026, l'exploitant a fourni les documents suivants :

- « Plan-Inspection rév2-SDM-CTP2020 » qui est le plan d'Inspection de SDM1 (ref 218N17020991 PI01) dont la page 10 présente la décision d'approbation n°609699-841769 par un organisme habilité.
- « PI SDM2 rev.0 » qui est le plan d'inspection de SDM2. Le plan n'est pas approuvé par un organisme habilité ; l'installation ayant été mise en service en 2025.

Les plans ont été établis conformément au Cahier Technique Professionnel du 23 juillet 2020 pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression approuvé par décision BSERRR n°20-037 du 19/08/2020. L'Inspection note la cohérence entre les périodicités établis dans les PI et celles indiquées dans la liste des ESP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Equipement sous pression

Prescription contrôlée :

Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service :

1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ;
2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes :
 - a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS.DN est supérieur à 3 500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100 ;
 - b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar ;
3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes :
 - a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar ;
 - b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2 400 l ;
 - c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6 000 bar ;
4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes.

Le contrôle de mise en service prévu à l'article L. 557-28 du code de l'environnement a pour objet de constater que l'équipement, une fois installé, satisfait aux dispositions du titre II du présent arrêté et que ses conditions d'exploitation en permettent une utilisation sûre.

<p>Constats :</p> <p>Les systèmes frigorifiques suivis suivant le cahier technique professionnel de 2020 font l'objet d'une vérification initiale valant Contrôle de Mise en Service (CMS).</p> <p>Par mail du 13 février, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour SDM1 : « VI Bouteillon d'huile », « VI-CP04 2013 », « VI-Ensemble CP02 », « VI-Ensemble CP03 », « VI-tuy matal2025 », « VI nouveaux équipement - 2023 » et « IP CP01 2010 SDM1 » ; - pour SDM2 : « VI SDM2 ». <p>L'Inspection note que l'ensemble CP01 n'a pas fait l'objet de vérification initiale, l'exploitant indique que sa mise en service est antérieur à l'obligation de CMS.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Contrôles périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VII. [...] Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le plan d'inspection de SDM 1 (ref 218N17020991 PI01) et notamment le paragraphe 5. Actions de surveillance.</p> <p>Les requalifications périodiques sont réalisées tous les 6 ans pour les récipients contenant un fluide frigorigène toxique et les Inspections périodiques sont réalisées tous les 24 mois.</p> <p>L'exploitant a fourni par mail du 13 février 2026, les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « IP -2021 SDM1 », « IP -2023 SDM1 » et « IP -2025 SDM1 » réalisés par la société prestataire chargé du suivi de SDM1 ; - « Requalification périodique 2025 SDM1 » réalisé par un organisme habilité. <p>SDM2 ayant été mise en service en 2025, aucune IP et RP n'a été réalisé.</p> <p>L'Inspection note que les périodicités sont respectées et que les contrôles sont ressortis conforme.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>